

---

Jean-Claude Caron

**Jean-Noël Luc et Gilbert Nicolas, *Le Temps de l'école. De la maternelle au lycée, 1880-1960*, Paris, Éditions du Chêne-Hachette Livre, 2006, 311 p. ISBN : 2-84277-572-4. 45,50 euros.**

---

#### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

#### Référence électronique

Jean-Claude Caron, « Jean-Noël Luc et Gilbert Nicolas, *Le Temps de l'école. De la maternelle au lycée, 1880-1960*, Paris, Éditions du Chêne-Hachette Livre, 2006, 311 p. ISBN : 2-84277-572-4. 45,50 euros. », *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle* [En ligne], 34 | 2007, mis en ligne le 03 novembre 2008. URL : <http://rh19.revues.org/index1452.html>  
DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848  
<http://rh19.revues.org>  
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://rh19.revues.org/index1452.html>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Tous droits réservés

imposer à l'État le respect de l'institution catholique dans son organisation interne. Quant aux catholiques « transigeants », Pierre Colin distingue parmi eux des transigeants résignés et des « transigeants actifs » qui attendent de la séparation la libération de l'Église, sur le modèle américain. L'espoir de voir l'épiscopat libéré des entraves concordataires est cependant vite déçu : Jacques-Olivier Boudon montre que la liberté accordée par la loi de séparation aboutit à un renforcement du contrôle de Rome sur les évêques français.

Une des spécificités de ce colloque est d'avoir réservé une place importante à la réflexion théorique sur la séparation, au sein des divers courants politiques, religieux et spirituels français (« Pensée religieuse et séparation »). Judaïsme et protestantisme ont en commun d'admettre le principe de séparation, pour des raisons tant théologiques qu'historiques, même s'ils craignent de perdre les avantages acquis à travers les Articles organiques, protection de l'État et statut d'égalité par rapport au catholicisme (Rita Hermon-Belot, André Encrevé). Lors des débats parlementaires, devant le silence des institutions juives (Jean Laloum), les protestants deviennent *de facto* les porte-parole des minorités religieuses et prennent en charge les intérêts du judaïsme. Mais la loi de séparation a des effets contrastés sur ces deux communautés. Dans la continuité des tentatives de construction d'une structure représentative de l'ensemble protestant au XIX<sup>e</sup> siècle, Patrick Harismendy souligne combien la Fédération protestante de France, créée en 1905, demeure une organisation virtuelle, au moins jusqu'en 1909. La loi de séparation révèle le caractère artificiel de l'unité administrative mise en place par les Articles organiques et aggrave les divisions du monde protestant (Catherine Storne-Sengel). Au contraire, le régime de centralisation du culte israélite survit à la loi (Philippe Landau).

Mathilde Guilbaud

Jean-Noël LUC et Gilbert NICOLAS, *Le Temps de l'école. De la maternelle au lycée, 1880-1960*, Paris, Éditions du Chêne-Hachette Livre, 2006, 311 p. ISBN : 2-84277-572-4. 45,50 euros.

Il est des ouvrages qui échappent à une catégorisation unique. C'est le cas de celui-ci qui relève à la fois de la catégorie « beaux livres », par son format et la richesse de son iconographie (plus de 400 documents, dont certains en pleine page) ; de la catégorie « ouvrages grand public », par son thème et la façon dont il est abordé ; et enfin de la catégorie « ouvrages spécialisés », si l'on en juge par la qualité du texte, et en particulier de celui des légendes accompagnant les photographies. À sa façon, ce livre milite d'abord pour la prise en compte, pleine et entière, de la source photographique par l'historien. L'école s'y prête d'autant mieux qu'elle est comprise ici comme un mot générique couvrant l'ensemble constitué par les écoles maternelle, primaire

et secondaire, mais aussi par ses formes parallèles (enseignement spécialisé, enseignement professionnel, éducation surveillée), incluant le parascolaire (scoutisme), le tout dans une chronologie longue et pour une France incluant son empire colonial. Tant les bornes chronologiques que les bornes géographiques et thématiques adoptées par les auteurs concourent donc à une vision large et aussi complète que possible d'une école au cœur de la Cité. Car ce petit siècle qui s'étend des lois Ferry aux années 1960 est bien le siècle d'or de l'école – ajoutons : de l'école républicaine, tant la République a su construire son image comme celle de la promotion *de* l'école et *par* l'école.

La première des six rubriques de l'ouvrage aborde la question de l'offre scolaire en relation avec la demande sociale : entre école du peuple et école des notables, entre garçons et filles, entre public et privé, les documents réunis montrent que l'adaptation de l'offre ne vise pas tant à réduire structurellement les inégalités sociales ou entre les genres qu'à permettre à chaque catégorie de bénéficier d'une instruction conforme à ses attentes et aux besoins de la société. La photographie témoigne crûment de ces différences, accentuées encore dans le cas de l'école dans les colonies. Et la guerre scolaire, déclarée ou sourde, demeure une réalité qui s'inscrit dans la longue durée. Il apparaît du reste que la mise en scène photographique qui émane de la plupart de ces clichés ne saurait évidemment traduire la quotidienneté d'une école moins ensoleillée, parfois plus monotone et répétitive que lors de ces cérémonies, visites de personnalités (Lyautey au Maroc) ou réunions de promotions. La deuxième rubrique est consacrée au personnel enseignant : toutes les catégories sont ici concernées, avec un net décalage en faveur du personnel masculin, mais aussi les associations syndicales, professionnelles et mutuelles encadrant ces personnels. C'est bien du « corps » enseignant dont il est question ici, un corps qui représente une catégorie politique, syndicale, culturelle de poids, n'hésitant pas à intervenir dans la vie de la Cité. On émettra un regret pour cette partie : la trop faible présence du maître d'étude, autrement dit du « pion » ou du surveillant, personnage-clef de l'enseignement secondaire.

La troisième partie, « Instruire et éduquer », s'attache à la présentation de documents privilégiant le maître ou le professeur en action : d'où des clichés le plus souvent très « posés », donnant l'impression d'une énergie infantile captée ou canalisée par la magie du verbe ou du geste traduisant à la fois l'*auctoritas* et la *potestas* de l'enseignant sur les enseignés. Illusion, certes, mais suffisamment partagée pour donner l'impression du « vrai » : ainsi de la phrase de morale écrite au tableau – une survivance jusque dans les années 1960 –, de l'apprentissage de l'écriture porte-plume en main, du banc d'école et du mobilier scolaire, etc. Mais on cultive aussi le *corpore sano*, et pas seulement le *mens sana*, en particulier dans l'enseignement secondaire masculin. Et quelques grandes figures assez antithétiques sont révélées par l'image : Alain, professeur de khâgne de grande réputation, ou Célestin Freinet, promoteur d'une école alter-

native qui dut s'émanciper de l'Éducation nationale pour survivre. Les auteurs donnent, et c'est heureux, une place importante à différentes formes alternatives de scolarisation primaire et secondaire. La quatrième partie s'attaque aux rites et aux rythmes scolaires. L'élève est au cœur de documents dont certains apparaissent moins posés : l'élève dans et hors de la classe, sous différents régimes (internat/externat), dans différentes activités ; mais l'élève soumis à des obligations scolaires pas toujours acceptées et se révoltant parfois, entrant alors dans le cycle de la punition et du châtement ou, plus simplement, sanctionné pour l'insuffisance de ses résultats. On n'hésite pas, en Bretagne, à mettre en scène le « char aux ânes », image de l'humiliation scolaire, à laquelle s'oppose le triomphe des « bons » élèves lors de la traditionnelle cérémonie de remise des prix. L'élève est également pris en charge, tant par des organisations laïques que confessionnelles, hors temps scolaire. Mais on ne voit guère, dans cette partie, quelle est la place des familles, pourtant présentes dès les années 1880, et parfois en conflit avec l'école.

« Préparer et vivre la guerre », tel est le titre de la cinquième partie, d'autant plus justifiée que la chronologie retenue couvre une histoire allant des lendemains de la défaite de 1870 à la guerre d'Algérie. Des très beaux documents témoignent des multiples façons dont la guerre se greffa sur l'école, depuis les bataillons scolaires jusqu'aux réquisitions de bâtiments, mais aussi à la mobilisation des maîtres. L'école fut également, pour ces mêmes maîtres, un foyer de pacifisme, en particulier au lendemain de la Première Guerre mondiale. Les années Vichy confrontent le lecteur à des documents qui illustrent l'application en milieu scolaire de la politique antisémite du gouvernement de Pétain : ainsi de ces clichés d'enfants aux blouses portant l'étoile jaune non pas à la demande des nazis, mais de l'État français. On saisit ce que fut alors la politique de la jeunesse en termes de discrimination, d'encadrement et d'endoctrinement. La sixième partie aborde l'école du début des Trente Glorieuses. Si elle échappe de fait au XIX<sup>e</sup> siècle, ce dernier reste pourtant perceptible dans une façon de « faire l'école » pas si différente, en définitive, de celle du temps de l'école de Ferry, malgré de réelles innovations pédagogiques.

Les années soixante représentent bien une frontière chronologique pour l'école. Au-delà des mutations fondamentales apportées dans l'organisation scolaire par les « années 68 », ce sont des mutations sociales et culturelles globales qui modifient le regard porté sur l'école par la société et parfois par l'école elle-même. Il convient donc de prendre cet ouvrage pour ce qu'il donne au lecteur : un état des lieux sur près d'un siècle d'une institution autour de laquelle la France s'est progressivement construite une identité, mais sans jamais abandonner des clivages forts, comme par exemple ceux liés aux inégalités sociales, au genre ou aux appartenances religieuses. Il n'y eut jamais *une* école en France, mais *des* écoles. Ce livre en témoigne : ni célébration, ni polémique, il expose la diversité des enseignements dispensés, la conviction des promoteurs de l'école républicaine comme de l'école

confessionnelle, la routine comme l'innovation pédagogique, les succès et les audaces comme les échecs et les résistances d'une institution qui n'est jamais que le reflet de la société dans laquelle elle s'enracine.

Jean-Claude Caron

Lisa TIERSTEN, *Marianne in the Market. Envisioning Consumer Society in Fin-de-Siècle France*, Berkeley, University of California Press, 2001, 321 p. ISBN : 0-520-22529-5. 45 dollars.

L'ouvrage de Lisa Tiersten, *Marianne in the market*, peut apparaître en premier lieu comme l'un des multiples avatars de l'histoire culturelle de la bourgeoisie, voire de la bourgeoise vue à travers ses pratiques, telle la lecture des journaux de mode ou la visite aux grands magasins. Mais cet ouvrage est beaucoup plus ambitieux et témoigne une fois de plus de la vitalité de la recherche anglo-saxonne sur la France du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le rapprochement qu'elle opère entre le « marché » et la République est plus qu'un pur dispositif de mise en relation entre des agents commerciaux et institutionnels. Elle montre comment les compromis établis dans la pensée républicaine du marché se sont construits puis enracinés dans l'émergence des formes modernes d'individualités associées à la famille et plus encore à sa représentante dans la sphère de la consommation : la femme.

Le marché devient ici un forum de discussions sur les frontières entre les classes sociales, et surtout sur le genre. Car le but de Lisa Tiersten n'est ni de décrire la modernisation du réseau commercial ni de nous montrer la femme comme consommatrice. Certes, elle analyse les nouveaux grands magasins, les journaux de mode mais pour en dégager une organisation qui est mise au service de la régulation sociale et politique. Elle présente ainsi par une analyse sexuée rigoureuse la place centrale de la femme dans les discours économiques et d'ordre politique qui se croisent au sein du marché entendu comme l'ensemble des mécanismes de circulation des hommes et des biens.

Elle montre comment l'Exposition universelle peut être un exemple de cette réconciliation nécessaire entre le capitalisme consommateur et la République. Pour accepter le marché, les républicains ont dû trouver des moyens pour le rationaliser et le contrôler. Lisa Tiersten analyse ainsi de façon originale le discours des solidaristes qui vise à éduquer le goût du public pour le faire consommer. Transformer la consommation, vue comme l'archétype du chic parisien, en acte citoyen d'un consommateur ne peut se faire sans en passer par les femmes. Il convient alors de les aider à devenir des êtres de raison, des modèles pour les classes ouvrières. Le grand magasin revendique ainsi son habileté à faire du consommateur et surtout de la consommatrice un représentant de la famille, la gardienne du chic parisien autant que des valeurs de la République. La consommation selon ses termes devient une forme spécifi-